

*Le budget—M. MacEachen**[Français]*

La politique énergétique n'est que l'élément le plus urgent de notre nouvelle stratégie. Il faut aussi stimuler le redressement de la productivité et abaisser les coûts dans toute l'économie. Dans le plan global de dépenses que je déposerai à la Chambre, nous avons clairement donné la priorité au développement économique. Des fonds suffisants ont été prévus pour financer une intensification marquée de nos efforts dans des domaines comme l'expansion industrielle, la recherche et le développement, la promotion des exportations et l'amélioration des transports.

[Traduction]

Nous sommes également très conscients de la pénurie de travailleurs qualifiés dans le pays. Même en pleine récession, ces pénuries se manifestaient dans plusieurs corps de métier, et les employeurs devaient se tourner vers l'étranger. Nos programmes de formation et de mobilité de la main-d'œuvre seront réorientés en conséquence.

L'une des meilleures façons de maîtriser les prix et de maintenir l'efficacité consiste à promouvoir une saine concurrence. C'est ce que nous cherchons à faire dans notre législation des institutions financières et par nos préoccupations au sujet des concentrations d'entreprises. Nous pensons que la petite entreprise apporte une contribution vitale à l'économie en y maintenant la concurrence. Celle-ci signifie que les plus efficaces et les plus entreprenants prospèrent, tandis que les moins rentables périssent. Ce processus ne doit pas être entravé, et les mesures d'aide aux industries en déclin devraient se borner à faciliter leur adaptation et à atténuer les coûts sociaux.

Nous nous proposons d'alléger le fardeau imposé à l'économie par une réglementation excessive. Les travaux du groupe parlementaire de travail sur la réforme réglementaire et du Conseil économique du Canada nous seront fort utiles à cet égard.

Madame le Président, je pense que, pris dans leur ensemble, ces divers éléments de notre stratégie mettent bel et bien en place un cadre qui nous permet d'envisager avec confiance une réduction de l'inflation et une reprise soutenue de l'économie. Ces résultats ne sont toutefois pas garantis à court terme, car nous vivons dans un monde incertain où toute prévision présente un risque. Nous pourrions obtenir des résultats plus satisfaisants si l'évolution intérieure et internationale était favorable. Nous pourrions aussi ne pas faire aussi bien si de nouveaux chocs imputables aux prix du pétrole ou des aliments nous étaient imposés, ou si la tendance à la hausse des coûts et des prix n'était pas modifiée par le climat économique que je cherche à instaurer.

J'ai pris note des propositions visant à limiter la croissance des prix et des revenus, soit par un contrôle direct, soit par le recours au régime fiscal. L'objectif consistant à juguler l'inflation au moindre coût est de ceux auxquels nous pouvons tous souscrire. Cependant, je suis très réticent à envisager l'intervention gouvernementale massive et les inégalités que cela impliquerait. De plus, je sais que tout nouveau programme de

contrôle serait beaucoup plus difficile à appliquer que celui de 1975. L'amélioration réelle des revenus qui était possible dans ce programme est exclue pour cette année et risque d'être faible l'an prochain. En outre, il n'y a guère d'indices de revendications salariales ou de hausses de prix déraisonnables.

Ce qui importe maintenant est de continuer à faire preuve de modération et à collaborer pour rendre l'économie plus productive et plus efficace. J'espère avoir contribué à mieux faire comprendre que notre prospérité future dépend de la réduction de l'inflation. J'espère pouvoir débattre encore de ces questions économiques fondamentales avec mes collègues des provinces. Il est temps de voir comment nous pouvons élargir les mécanismes existants de consultation entre les pouvoirs publics, les entreprises et les travailleurs.

● (2030)

[Français]

Je suis persuadé que la stratégie que je présente ce soir est la bonne. Cependant, je tiens à souligner que notre réussite exige au préalable le ralentissement de l'inflation. Si le maintien de l'indexation est interprété comme une acceptation de l'inflation quel qu'en soit le taux, je pourrai me voir obligé de plafonner le facteur d'indexation. Notre position de gouvernement national nous impose certaines responsabilités, auxquelles nous entendons faire face.

[Traduction]

LE PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE NATIONAL

Madame le Président, j'aimerais d'abord traiter en détail de la question de l'énergie. Ne pas résoudre nos problèmes énergétiques reviendrait à ne pas saisir la plus grande chance que nous offre cette décennie. Cette question revêt donc une importance stratégique capitale. Comme nous le savons tous, l'énergie fait l'objet d'un débat intense depuis quelques années au Canada, et la négociation d'une entente sur la détermination des prix du pétrole et du gaz et le partage des recettes avec les provinces productrices, notamment l'Alberta, a été l'une des principales préoccupations des deux derniers gouvernements fédéraux. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déployé des efforts répétés en vue d'arriver à une entente avec ses collègues des provinces. Le Premier ministre a eu des entretiens approfondis avec le Premier ministre de l'Alberta.

Le temps nous est compté. Le Canada est un exportateur net d'énergie et s'appuie sur une position de force, mais il a un point faible; il dépend du pétrole importé. Nous sommes actuellement des importateurs nets de pétrole et, si les politiques antérieures étaient maintenues, nous pourrions dépendre de plus en plus des livraisons étrangères et, donc, des aléas du marché mondial du pétrole. Le gouvernement fédéral se sent obligé de mettre de l'ordre dans le domaine de l'énergie au Canada. Pour le compte de mon collègue le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, je dépose ce soir le Programme énergétique national du gouvernement du Canada. J'aimerais présenter quelques grandes orientations de ce programme extrêmement complet.